



Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage







SYSTEME DE SUIVI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE-BURUNDI

FSMS, Août 2017

FAITS SAILLANTS

- Globalement une légère amélioration de la situation de la sécurité alimentaire est enregistrée par rapport à
 2016 mais sans que la proportion de la population en insécurité alimentaire sévère change :
 - 4% de la population rurale sont en insécurité alimentaire sévère soit autour de 431000 de personnes, le même niveau il y a un an ;
 - La proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre a baissé de 11,7% en 2016 à 7,0% en 2017 ;
 - La proportion des ménages faisant recours aux stratégies de survie sévères (de crise à urgence) a baissé de 37% en 2016 à 22% en 2017 ;
- Les chocs récurrents, la crise économique actuelle et l'accès limité aux facteurs de production agricole constituent les facteurs majeurs de l'insécurité alimentaire.
- La vente des produits agricoles (95%), le travail de main d'œuvre agricole (23%) et le petit commerce (14%) constituent les principales sources de revenus des ménages ruraux.
- > Les principaux chocs qui ont affecté les ménages sont l'inflation (53%), le déficit hydrique (48%), les maladies humaines (41%) ainsi que les maladies et prédateurs sur les cultures (41%). La nature et l'ampleur des chocs a changé en comparaison à 2016 où le déficit hydrique touchait 39,7%, suivi de l'érosion du sol qui touchait 32,2% et les maladies humaines qui touchaient 25,6%.

World Food Programme - Burundi

WFP 1

Résume exécutif

La présente enquête « Food Security Monitoring System- FSMS » a été réalisée au mois de juillet 2017 et s'inscrit dans le cadre de suivi régulier de la sécurité alimentaire mené conjointement par le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) et le ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRIE) par le truchement des Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE) qui en assurent la collecte et la transmission des données.

La présente enquête a porté sur 1.624 ménages (soit 96%) des 1.700 ménages prévus dans l'échantillonnage de départ en raison de quelques contraintes d'accessibilité soulevées par les enquêteurs et pour certaines collines. Parmi les ménages enquêtés, 80% ont comme chef de ménage un homme tandis que 20% ont une femme comme chef de ménage.

La présente analyse, tout comme les précédentes, prend pour unité géographique de base, la zone de moyens d'existence (ZME). L'échantillon de base statistiquement représentatif (calculé à l'aide du simple size calculator de l'ENA) avec un tirage raisonné d'un échantillon des 8 ZMEs ou strates. Les interviews ont été conduites par des techniciens des DPAEs dont la majorité a déjà bénéficié de plusieurs formations en sécurité alimentaire et sur l'usage des smartphones dans la collecte et la transmission instantanée des données.

Résultats L'indice composite de sécurité alimentaire (CARI¹);

Domaine		Indicateur	Sécurité	Sécurité	Insécurité	Insécurité
			alimentaire	alimentaire	alimentaire	alimentaire
			(1)	marginale	modérée	sévère
				(2)	(3)	(4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Groupes de consommation	Acceptable		Marginale	Pauvre
		alimentaire	66%		27%	7%
	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<50%	50%-65%	65%-75%	>75%
	·		48%	21%	12%	19%
	Epuisement des actifs	Stratégies basées sur les moyens	Pas	Stress	Crise	Urgence
		d'existence	46%	32%	14%	8%
Indice de sécurit	é alimentaire (ISA)	•	38%	36%	22%	4%

¹ Consolidated Approach to Reporting Food Security Indicators



L'indice composite de sécurité alimentaire (CARI) montre qu'environ 26% des ménages sont en insécurité alimentaire. Pour rappel la proportion des ménages en insécurité alimentaire calculée sur base des indicateurs CARI montre qu'elle était de 28% en juillet 2016. Il y a 1,13 fois d'insécurité alimentaire chez les ménages dirigés par des femmes que chez les ménages dirigés par des hommes.

Consommation alimentaire des ménages ; En moyenne la fréquence de repas par jour était de 1,9 pour les adultes et 2,3 pour les enfants de moins de 12 ans et selon que les ménages soient dirigés par les hommes ou les femmes. Par rapport à la diversité alimentaire, presque un ménage sur deux (47%) avait un score de diversité alimentaire faible avec moins de 4,5 groupes d'aliments consommés. Le score de consommation alimentaire (SCA) moyen est de 40 au-dessus du seuil acceptable, même si 34% des ménages ont un SCA pauvre à limite (<35).

Part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales ; 31% des ménages affectent plus de 65% de leurs dépenses dans l'alimentation et 19% des ménages vont jusqu'à dépenser plus de 75% dans l'alimentation. Un peu moins de la moitié (48%) ont dépensé moins de 50% dans l'alimentation.

L'indice de stratégies d'adaptation alimentaire (rCSI) et non alimentaires (basées sur les moyens de subsistance); L'indice de stratégie alimentaire réduit moyen est de 21 (contre 23 au mois juillet 2016) soit légèrement en baisse par rapport à juillet 2016.

Environ 22% des ménages ont eu recours aux mécanismes sévères (qualifiés de crise à urgence), 38% ont eu recours à des mécanismes mettant pression sur les moyens d'existence tandis que 46% des ménages n'ont eu recours à aucun mécanisme affectant négativement les moyens d'existence sinon seulement des stratégies qualifiées de neutres.



Table des matières

Table des matières	4
I.1. Contexte de l'étude	6
I.2. Méthodologie	7
I. PRESENTATION DES RESULTATS	9
II.1 Situation sociodémographique des ménages	9
II.1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristique du ménage	9
II.1.2. Statut du chef de ménage	10
II.1.3. Mouvements migratoires et leurs impacts probable sur la vie des ménages	10
II.2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages	11
II.2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire	11
II.2.2. Consommation alimentaire des ménages	14
a) Fréquence de repas	14
b) Score de consommation alimentaire	16
II.2.4. L'indice de sécurité alimentaire (CARI) selon que le ménage soit en possession d'un éleva	•
d'un jardin potager de cage.	
II.2.5. Indice de Stratégie d'adaptation réduit	21
II.2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages	23
a) Activités agricole et sources de revenus des ménages	23
b) Marché et prix des denrées alimentaires	27
c) Part des dépenses alimentaires	30
II.2.8. Les stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire et stratégies de subsistance.	30
a) Chocs au cours des 6 derniers mois	30
b) Stratégies basées sur les moyens de subsistance	32
c) Durée des stocks alimentaires dans les ménages	33
II.2.9. Genre et quelques indicateurs clés	34
II.2.10. Agriculture et Élevage	36
II. CONCLUSION GENERALE	37



Acronymes

BIF: Franc Burundais

CARI: Consolidated Approach to Reporting Food Security Indicators

CCN: Crete Congo Nil

CFSVA: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis

CM: Chef de Ménage

CSI: Coping Strategy Index

DN: Dépression du Nord (zone de moyens d'existence)

DPAE: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage

FCS: Food Consumption Score

SDA: Score de Diversité Alimentaire

FSMS: Food Security Monitoring System

GCA: Groupes de Consommation Alimentaire

HDDS: Household Diet Diversity Score

HHS: Household Hunger Scale

IPC: Integrated Food Security Phases Classification

ISTEEBU: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi

ODK: Open Data Kit

SCA: Score de Consummation Alimentaire

SDA: Score de Diversité Alimentaire

SPSS: Statistic Package for Social Scientists;

ZMEs: Zones de Moyens d'Existence



GENERALITES

I.1. Contexte de l'étude

La présente enquête s'inscrit dans le suivi régulier, des indicateurs de la sécurité alimentaire, mené conjointement par le PAM Burundi et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage au cours de ces 6 dernières années.

La collecte des données pour l'actuel FSMS a eu lieu en pleine période post récolte pendant laquelle le niveau de la sécurité alimentaire des ménages doit être à son meilleur niveau de l'année toute chose restant égale par ailleurs, et les conditions climatiques de la saison ont été par ailleurs relativement bonnes durant la deuxième saison culturale 2017B.

Au niveau des indicateurs macroéconomiques il faut souligner qu'ils sont en détérioration depuis la crise socioéconomique dans laquelle le pays est plongé depuis 2014 dont les premières manifestations étaient l'important mouvement de la population à l'intérieur et à l'extérieur du pays (le mouvement de déplacement a aussi touché les investisseurs, les hommes d'affaires, et citoyens de classe moyenne entrainant la fermeture d'un nombre importants de business); Plus de 400.000 réfugiés <u>lien</u> et plus de 200.000 déplacés intérieurs <u>lien</u> couplés à un important recul de l'activité économique se traduisent aujourd'hui par des indicateurs de crise:

- Selon le FMI, le PIB du Burundi s'est contracté de 7% en 2015, et de 0,5% en 2016. Aucune croissance n'est anticipée en 2017, et une augmentation d'à peine 0,1% est prévue sur l'année 2018.
- L'inflation a augmenté en 2015 suite à l'assouplissement de la politique fiscale et au début de la crise sécuritaire, qui ont entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires qui se poursuit en 2017; l'inflation qui était de 5,6% en 2016 est montée à deux chiffres depuis avril 2017 et s'établit à 13,2% (et 19,5% pour l'inflation alimentaire) en juillet 2017. Le déficit public s'élève à 893 millions USD et continue d'augmenter.
- L'insuffisance d'investissements affecte négativement la productivité de l'agriculture en tant que moteur de l'économie burundaise ; Par rapport à l'année 2015, le budget national de 2016 a réduit de 72% les dépenses d'eau, d'assainissement et d'hygiène, de 54% les dépenses de la santé, et de 30% celles d'éducation,



- Le PIB par habitant est au niveau anémique de 270 USD. 65% des burundais vivent en dessous du seuil de pauvreté².
- Les échanges avec l'extérieur sont fortement par baisse de la capacité de l'importation due à la dépréciation continuelle de la monnaie locale et à la cherté des devises étrangères ainsi que les barrières non tarifaires au niveau intérieur.
- D'après le dernier rapport sur l'**indice global de la faim 2014**³, le Burundi est l'un des deux pays avec un indice de la faim extrêmement alarmant **35,6** derrière l'Erythrée,
- D'après le rapport⁴ annuel 2016 de l'Economist Intelligence Unit, le Burundi a le plus faible
 Indice globale de la sécurité alimentaire (24 sur 100) des 113 pays classés,

L'actuel suivi de la sécurité alimentaire intervient également sur un fond de séquelles des cas d'aléas naturels et chocs divers localisés :

- Cas de déficits dans les zones de dépression au cours de la première saison culturale 2017A
- Epidémie du paludisme déclarée en mars 2017 avec le nombre de cas qui restent importants malgré le plan de riposte en cours <u>lien</u>.
- Présence signalée de la chenille légionnaire d'automne dans beaucoup de provinces mais sans importants dégâts pour le moment;
- Persistance de la mosaïque de manioc ;
- Année 2017 peu performante pour les principales cultures d'exportations; baisse de 18,6% pour la campagne 2016/2017 pour le café arabica et la production du premier trimestre 2017 pour le thé a baissé de 30,4%⁵ par rapport au premier trimestre 2016.

I.2. Méthodologie

L'enquête FSMS procède à l'approche de collectes des données primaires auprès des ménages-repères choisis de manière raisonnée pour garantir la représentativité des 8 zones de moyens d'existence. Les données primaires sont également complétées par les données secondaires des documents de référence récente.

⁵ Note trimestrielle 03_2017 de la BRB, http://www.brb.bi/?q=fr/content/note-trimestrielle-0



² Burundi : profil et déterminants de la pauvreté, Rapport de l'enquête modulaire sur les conditions de vie des ménages 2013/2014, ISTEEBU, Mai 2015.

³ Global Hunger Index 2014, IFPRI

⁴ Global Food Security Index 2016, an annual measure of the state of global food security by the Economic Intelligence Unit.

Un échantillon représentatif et raisonné de 1.700 ménages a été tiré dans les 17 provinces rurales et 8 ZMEs mais 1.624 ménages (soit 96%) ont été effectivement interviewés par les enquêteurs des directions provinciales de l'agriculture et de l'élevage. Des problèmes d'accès physique sur certaines collines ont empêché les enquêteurs à couvrir la totalité de l'échantillon.

Les données ont été collectées à l'aide des smartphones avant d'être transférées à distance sur un serveur ONA dédié au PAM Burundi. Le contrôle de la qualité des données ainsi que les analyses ont été effectués dans la base de données SPSS.



PRESENTATION DES RESULTATS

١.

II.1 Situation sociodémographique des ménages

II.1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristique du ménage

Vingt pourcent (20%) des ménages enquêtés sont dirigés par des femmes tout en rappelant qu'un ménage dirigé par une femme est souvent automatiquement monoparental (veuve, divorcée, femme jamais mariée) compte tenu du contexte social burundais. De plus ces ménages sont le plus souvent plus à risque d'insécurité alimentaire d'après les enquêtes précédentes. Tout comme dans les enquêtes précédentes, les proportions de femmes chefs de ménages sont plus importantes dans la ZMEs des plateaux humides (26%) et de Buragane (25%).

			Se	xe du che	f du ména	ge				
	Dépression Haute Plateaux Plateaux Plaine de Dépression Crête Congo									
	du Nord	Buragane	Altitude	Humides	Secs de l'Est	l'Imbo	de l'Est	Nil	National	
Homme	84.0%	74.7%	81.4%	73.9%	79.9%	81.0%	87.9%	83.2%	79.6%	
Femme	16.0%	25.3%	18.6%	26.1%	20.1%	19.0%	12.1%	16.8%	20.4%	

	Sexe du chef du ménage																	
	Bubanza	Bujumbur	Bururi	Cankuzo	Cibitoke	Gitega	Karuzi	Kayanza	Kirundo	Makamba	Muramvya	Muyinga	Mwaro	Ngozi	Rumonge	Rutana	Ruyigi	Ensemble
Homme	80.0%	79.0%	87.5%	82.2%	80.8%	75.8%	75.8%	64.0%	82.0%	77.0%	61.6%	87.6%	88.0%	87.9%	83.0%	77.2%	85.0%	79.6%
Femme	20.0%	21.0%	12.5%	17.8%	19.2%	24.2%	24.2%	36.0%	18.0%	23.0%	38.4%	12.4%	12.0%	12.1%	17.0%	22.8%	15.0%	20.4%

Structure de la population dans le ménage											
Effectif	F H ≤5ans 5-18ans 18-35ans 36-60ans 60ans et +										
moyen											
5.6	3.0	2.7	1.0	2.1	1.4	0.9	0.2				

En général la moyenne de la taille du ménage est légèrement au-dessus de 5 membres (5,6) dont 1 enfant de moins de 5 ans, 2,1 enfants de 5 à 18 ans, 2,3 personnes adultes de 19 à 60 ans et 0,2 personne de plus de 60 ans. D'après l'enquête il y a plus de membres de plus de 60 ans dans les ménages tenus par les veufs/veuves (2 fois) et chez les ménages ayant déclaré comme activité principale de subsistance la rente de pension (3 fois), la location des terres (4 fois), les dons/transferts (3x).

Par ailleurs 3 des membres du ménage sont de sexe féminin contre 2,7 de sexe masculin. Dans tous les cas la proportion des femmes est toujours la plus élevée 53% de la population dans les ménages enquêtés.



La taille moyenne du ménage est plus élevée dans les ménages dirigés par les hommes que dans ceux dirigés par les femmes avec une moyenne de 5,9 contre 4,5 membres. La zone de la plaine de l'Imbo compte la plus grande taille avec une moyenne de plus de 6 personnes par ménage.

Par rapport à la distribution de la population dans les ménages enquêtés par tranche d'âges, l'enquête montre que 18% sont dans la tranche de moins de 5 ans, 37% sont dans la tranche de 5 à 18 ans, 24% plus de 19-35 ans, 16% dans la tranche de 36 à 60 ans et moins de 4% ont plus de 60 ans.

II.1.2. Statut du chef de ménage

Le statut civil du chef de ménage est naturellement dominé par les mariés monogames (77%). Aussi il faut noter que 14% des chefs de ménages sont veufs/veuves dont les proportions atteignent presque 20% dans le Buragane. Quoique les polygames ne représentent que 3% dans l'ensemble, ils sont tout de même autour de 6% dans les zones l'Imbo et Crête Congo Nil et plus de 8% dans les Dépressions du Nord. Plus d'un ménage sur dix est soit divorcé ou séparé dans la zone de Buragane (12%).

		Statu	ıt matrimon	ial du chef d	de ménage _l	par ZME			
	Dépression		Haute	Plateaux	Plateaux	Plaine de	Dépression	Crête Congo	
	du Nord	Buragane	Altitude	Humides	Secs de l'Est	l'Imbo	de l'Est	Nil	National
Célibataire		3.6%	1.7%	0.7%	1.4%	2.5%	0.8%	1.9%	1.4%
Marié monogame	76.4%	62.7%	81.4%	80.1%	78.5%	71.8%	81.1%	74.5%	77.6%
Marié polygame	8.5%	2.4%	0.4%	0.9%	2.1%	6.1%	3.8%	6.2%	2.9%
Divorcé	0.9%	6.0%	0.8%	1.1%	2.4%	2.5%		0.6%	1.5%
Séparé	1.9%	6.0%	1.7%	2.5%	1.7%	2.5%	1.5%	0.6%	2.1%
Veuf/veuve	12.3%	19.3%	13.6%	14.5%	13.8%	14.7%	12.9%	14.9%	14.3%
Cohabitant								1.2%	0.1%
Orphelin Mineur			0.4%	0.2%					0.1%

II.1.3. Mouvements migratoires et leurs impacts probable sur la vie des ménages

Douze pourcent (contre 14% même période en 2016) des ménages enquêtés ont déclaré qu'il y aurait eu un déplacement d'au moins un membre du ménage au cours des 12 derniers mois et sont davantage dans les ZME de Dépression de l'Est (19%), Dépression du Nord (17%), Buragane (16%) et plateaux humides ainsi que plateaux secs (15%). Seulement 2% des ménages ont déclaré être ou avoir été en déplacement durant les 12 derniers mois et environ 7% des ménages dans le Buragane sont des retournés de la Tanzanie des 12 derniers mois.



Environ 29% des ménages de Buragane et 12% des ménages de la plaine de l'Imbo ont déclaré héberger au moins une personne déplacée.

Pour l'essentiel, les raisons des déplacements sont liées aux problèmes sécuritaires et d'insécurité alimentaire à raison de 50% dans chacun des cas de figure.

Par rapport aux différents types de déplacements, 77% des ménages concernés estiment avoir enregistré des pertes d'opportunités et parmi eux 46% mentionnent que les pertes sont liées au non accès à la terre, 23% évoquent la perte des actifs productifs et 7% ont surtout perdu des réserves en vivres.

Par ailleurs il faut noter que la dernière mise à jour de l'organisation internationale des migrations (OIM) estime les personnes déplacées internes (PDI) à près de 200,000 personnes⁶; Les 5 provinces qui comptent le plus d'IDPs sont Gitega, Bujumbura mairie, Bubanza, Makamba et Rumonge avec 20% de la population de IDPs. Les dix premières communes comptent chacune plus de 5000 personnes.

II.2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages

II.2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire

Le CARI (Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security) est une approche d'appréciation du degré de la sécurité alimentaire à travers un indicateur composite prenant en compte la consommation alimentaire du ménage, la vulnérabilité économique du ménage ainsi que le degré d'épuisement éventuel des actifs du ménage.

Dans le cadre de cette analyse, le score de consommation alimentaire (SCA) du ménage est retenu comme proxy de la consommation alimentaire du ménage (qui dans le meilleur des cas est estimé à travers l'enquête sur la couverture des besoins énergétiques), la part des dépenses alimentaires a été utilisée comme un proxy d'estimation de la vulnérabilité économique (pouvant au mieux s'estimer par le statut de pauvreté du ménage) tandis que les stratégies basées sur les moyens de subsistance ont été utilisées pour apprécier le degré d'épuisement des actifs.

L'algorithme construit à base de ces trois indicateurs par l'approche CARI a conclu sur les statuts suivants; 38% sont en sécurité alimentaire (SA), 36% en sécurité alimentaire limite (SAL), 22% en insécurité alimentaire modérée (IAM) et 4% en insécurité alimentaire sévère (IAS). La classification se base sur le *statut actuel* de la

⁶ 198265 personnes, Fin juillet 2016 (cfr <u>lien</u>)



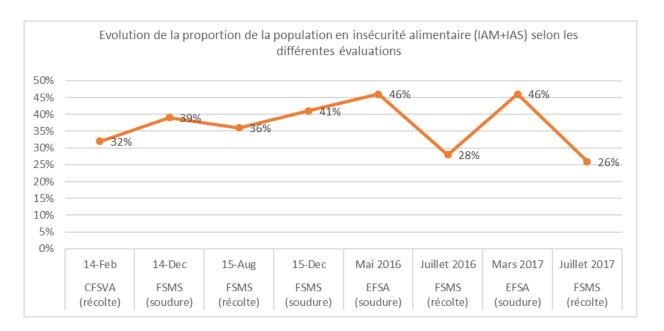
_

sécurité alimentaire du ménage (indicateurs de consommation alimentaire) et sa capacité de survie (indicateurs de vulnérabilité économique et d'épuisement des avoirs).

Tableau 1	: Situation	alimentaire de	es ménages (Co	nsole CARI).		
Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire 1	Sécurité alimentaire marginale 2	Insécurité alimentaire modérée 3	Insécurité alimentaire sévère 4
statut actuel	Consommat ion alimentaire	Score de consummation alimentaire	Acceptable 66%		Limite	Pauvre 7 %
d'adaptation	vulnérabilit Part des é dépenses é économique alimentaires		<50%	50%-65% 21%	65%-75%	>75% 20%
Stratégies d'ac	Epuisement des actifs	Stratégies de survie	Pas 46%	Stress 32%	Crise 14%	Urgence 8%
Indice de la s	écurité alimen	taire	38%	36%	22%	4%
Populatio	n*	10,785,798	4,098,603	3,882,887	2,372,876	431,432
Nombre d	le ménage:	1,926,035	731,893	693,373	423,728	77,041

^{*} Ne tient pas compte de la population urbaine

Eu égard des indicateurs CARI, la situation de la sécurité alimentaire fait état d'une légère amélioration de la sécurité alimentaire par rapport à la dernière enquête FSMS de la même période en juillet 2016 ; De 28% à 26% des ménages en insécurité alimentaire, une légère amélioration imputable à de meilleures conditions climatiques malgré la persistance de la crise socio politico économique. La sécurité alimentaire s'est surtout améliorée vis-à-vis de la situation d'août 2015 où 36% étaient en insécurité alimentaire en raison des perturbations climatiques liés au phénomène El Nina en 2015.



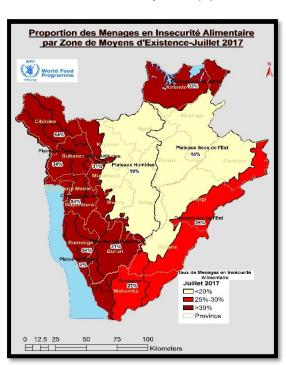


Au niveau géographique de l'insécurité alimentaire, 4 des 8 zones de moyens d'existence ont une proportion de ménages en insécurité alimentaire (modérée et sévère) dépassant la moyenne des 26%; La Crête Congo Nil (54%), la plaine de l'Imbo (34%), les Dépressions du Nord (33%) et la zone de haute altitude (31%).

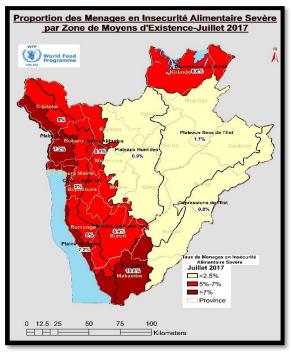
Tableau 1. Distribution spatiale de l'insécurité alimentaire.

	Dépression du			Plateaux	Plateaux Secs	Plaine de	Dépression de	Crête Congo	
	Nord	Buragane	Haute Altitude	Humides	de l'Est	l'Imbo	l'Est	Nil	National
Sécurité alimentaire	38%	23%	34%	52%	47%	20%	33%	11%	38%
Sécurité alimentaire marginale	29%	51%	35%	30%	38%	46%	42%	36%	36%
Insécurité alimentaire modérée	26%	16%	26%	18%	13%	27%	24%	49%	22%
Insécurité alimentaire sévère	7%	11%	5%	1%	2%	7%	1%	5%	4%

Carte1. Insécurité alimentaire par ZME (%)

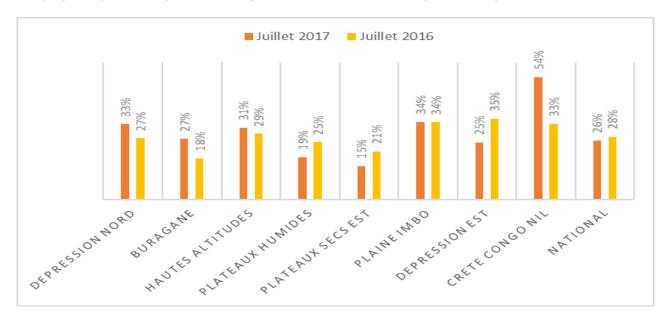


Carte2. Insécurité alimentaire sévère par ZME (%)





Graphique. Proportions comparées des ménages en insécurité alimentaire entre juillet 2016 et juillet 2017



Comparée à juillet 2016, la proportion de la population en insécurité alimentaire a augmenté dans 4 ZMEs (Dépressions du Nord, Buragane, haute altitude et CCN) et a baissé dans 3 autres (Plateaux humides, Plateaux secs de l'Est et Dépression de l'Est).

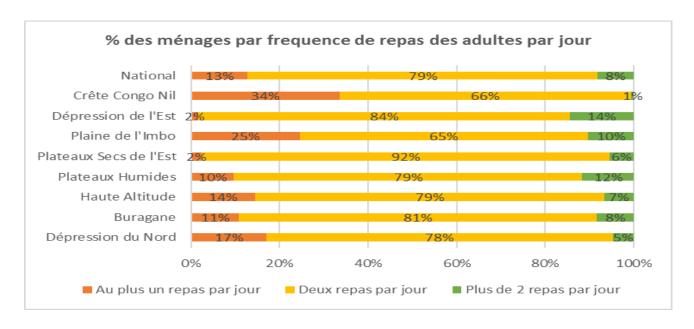
II.2.2. Consommation alimentaire des ménages

a) Fréquence de repas

La fréquence des repas par jour est autour de 2 pour les adultes (1,9) et légèrement supérieur 2,3 pour les enfants de moins de douze ans.

Cependant bien que l'on soit en période post récolte, il y a tout de même 13% des ménages au niveau national qui au plus n'ont pris qu'un seul repas la veille de l'enquête. Et il est clair qu'avec un seul repas par jour le ménage rural burundais est loin de couvrir les besoins énergétiques.





Au niveau des différentes ZMEs, les proportions les plus élevées des ménages prenant au plus un seul repas par jour se retrouvent au niveau de la Crête Congo Nil (34%) et dans la Plaine de l'Imbo (25%) et Dépression du Nord (17%).

ZME	Feculents	Legumineuses	Legumes	fruits	viandes	Lait	huiles	Sucres
Dépression du Nord	5.3	6.1	4.2	3.7	0.5	0.2	5.1	0.8
Buragane	6.7	5.6	5.3	0.3	0.6	0.8	5.4	1.7
Haute Altitude	5.4	5.2	2.9	0.5	0.6	0.3	4.8	0.8
Plateaux Humides	5.7	5.8	4.0	0.9	0.4	0.4	5.5	0.5
Plateaux Secs de l'Es	5.9	6.5	4.1	1.7	0.5	0.2	5.5	0.7
Plaine de l'Imbo	5.6	4.2	5.4	1.0	2.0	0.4	5.2	1.1
Dépression de l'Est	5.3	6.4	2.5	0.9	0.5	0.0	5.3	0.3
Crête Congo Nil	4.5	3.7	4.5	0.9	1.2	0.4	4.4	0.6
National	5.6	5.5	4.0	1.2	0.7	0.3	5.2	0.7

Graphique 1: Fréquence de consommation des groupes d'aliments

En général sur les huit groupes d'aliments il y a une consommation plus ou moins régulière de 4 groupes (Féculents, les légumineuses, l'huile et les légumes) et cette consommation se retrouvent à des différences près dans toutes les 8 ZMEs.

Cependant il y a relativement moins de fréquence de consommation dans les zones de Crête Congo Nil, Haute Altitude et Dépression de l'Est. A titre indicatif mais non nécessairement idéal, la consommation quotidienne de tous les 8 groupes d'aliments devrait totaliser un score hebdomadaire de 56 alors que le score moyen actuel est estimé à 23.



Il est important de signaler que dans la consommation des féculents qui regroupent les céréales et tubercules, ces dernières (patate douce et manioc) sont jusqu'à deux fois plus consommées que les céréales.

La consommation des groupes de fruits, viandes, laits et sucre est plutôt faible et irrégulière dans l'espace; La consommation des viandes et poissons est quasi inexistant dans les zones de Dépression du Nord et plateaux humides alors qu'elle est relativement plus présente dans les plats des ménages des zones de la plaine de l'Imbo et Crête Congo Nil avec une fréquence de 2 et 1,5 fois par semaine, les habitudes alimentaires et la proximité du lac Tanganyika en sont les facteurs explicatifs. La consommation des fruits est d'en moyenne d'une fois par semaine sauf dans les zones de dépression du Nord où elle atteint 3,7 fois par semaines. La consommation du sucre est quasi inexistante mais certaines zones arrivent à une moyenne d'une fois par semaine (Buragane et plaine de l'Imbo).

b) Score de consommation alimentaire

Le score de la consommation alimentaire qui est également un indicateur proxy de la couverture des besoins énergétiques journaliers est obtenu grâce à un rappel des aliments consommés durant les derniers jours précédents l'enquête, leur fréquence de consommation (en jours) et tenant compte de leur pondération en termes d'apport énergétique! Les seuils de consommation sont de moins de 21 pour les ménages avec une consommation pauvre, de 21 à 35 pour les ménages avec une consommation alimentaire marginale et de plus de 35 pour les ménages avec une consommation acceptable.

Le score de consommation alimentaire moyen de 40 au niveau national et seule la ZME du Crête Congo Nil a un SCA en deçà du seuil acceptable de 35 aussi bien pour la moyenne « 33 » que pour la médiane « 32 ».

Graphique. Proportion des ménages par SCA et par ZME

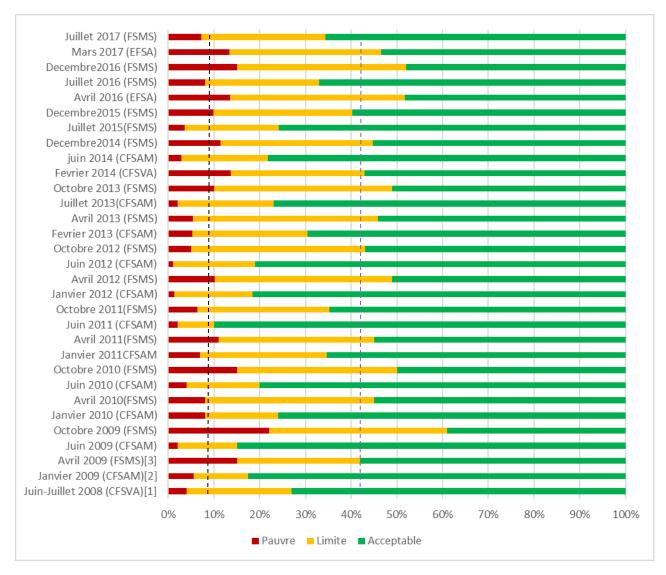
Proportion	Proportion (en %) des ménages par Score de Consommation alimentaire et par ZME											
				Haute	Plateaux		Dépression	Crête Congo				
		Dépression du Nord	Buragane	Altitude	Humides	Plaine de l'Imbo	de l'Est	Nil	National			
		7.5%	6.0%	12.8%	7.4%	7.4%	3.8%	9.9%	7.1%			
Score de Consommation Alimentaire	Limite	20.8%	19.3%	33.5%	23.0%	30.7%	37.9%	49.7%	27.7%			
	Acceptable	71.7%	74.7%	53.7%	69.6%	62.0%	58.3%	40.4%	65.1%			

Au niveau national, environ 35% des ménages ont une consommation pauvre à limite contre 33% en juillet 2016. Dans la zone de la Crête Congo Nil moins d'un ménage sur deux (40%) a un SCA acceptable. Les ZME de Crête Congo Nil et Haute Altitude ont une proportion des ménages avec un SCA pauvre qui atteint 10% (soit 1 ménage sur 10).

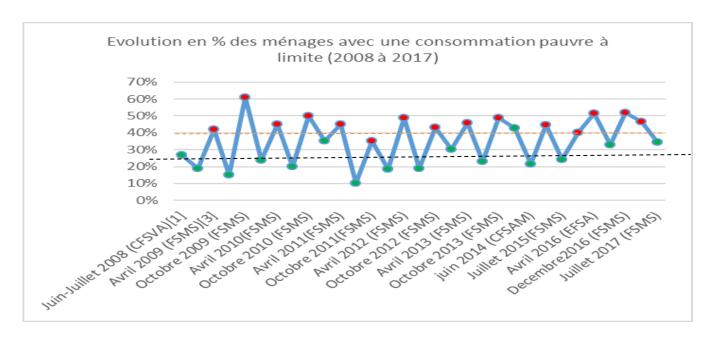


Les proportions les plus importantes (plus de 10%) des ménages avec une consommation alimentaires pauvres se retrouvent dans les ZMEs de Dépression du Nord, Plaine de l'Imbo et Dépression de l'Est

Graphique. Evolution des proportions des ménages par SCA (2008-2017)







La présentation des tendances de la proportion des ménages avec une consommation pauvre à limite depuis 2008 affiche une tendance en dents de scie mettant en évidence les périodes post récoltes (points verts) et les périodes de soudure (points rouge); Les proportions les plus importantes en période de soudure (plus de 40%) et les proportions les plus faibles en période post-récoltes (moins de 25% en général). Par contre depuis 2016, les proportions des ménages avec une consommation pauvre à marginale vont au-delà de 30% avec 33% en juillet 2016 et 34% en juillet 2017. Des pics importants sont également enregistrés durant les périodes post récoltes de janvier 2011 et de février 2014 où les 2 culturales avaient été contre performantes à la suite des aléas. Par contre aujourd'hui la faible consommation alimentaire semble moins être influencée par les mauvaises conditions climatiques.

II.2.3. La diversité alimentaire du ménage

La diversité alimentaire est une mesure qualitative de consommation alimentaire qui reflète l'accès des ménages à une diversité d'aliments et par ricochet à la qualité nutritionnelle par accès à plus de nutriments.

Pour une meilleure interprétation du score de diversité alimentaire, le PAM regroupe les aliments en 7 (à savoir les féculents, les légumineuses, les légumes, les fruits, les viandes, l'huile et le lait). Et au niveau des seuils, est considéré comme de faible diversité le SDA inférieur à 4.5, diversité moyenne quand le SDA compris entre 4.5 et 6 et bonne diversité le SDA est supérieur à 6.

Ainsi avec les résultats du présent FSMS, le SDA moyen au niveau national est plutôt moyen (4.6) et il est inférieur à 4.5 (soit faible) dans 3 ZMEs à savoir Dépression de l'Est 4.1, Haute Altitude 4.1 et Buragane 4.4. Il



est important que les scores de diversité alimentaires actuelles sont supposés être les meilleurs de l'année compte tenu de la période actuelle qui coïncide avec la période de récolte sur le calendrier agricole normale; les réserves alimentaires devraient être à leur meilleur niveau aussi bien dans les ménages qu'au marché.

Au-delà du score de diversité alimentaire moyen, il faut noter que 3% des ménages ont une bonne diversité alimentaire, 50% ont une diversité moyenne tandis que 48% ont consommé un régime alimentaire faiblement diversifié.

Au niveau des huit zones de moyens d'existence, les résultats montrent que plus d'un ménage sur deux dans les ZMEs de Haute Altitude, de Dépression de l'Est, de Buragane et de Plateaux Humides. Seulement 3% dans l'ensemble ont un bon SDA alors qu'ils sont autour de 1% dans les Plateaux Humides et Dépressions de l'Est.

	Proportion desménages par score de diversité alimentaire des aliments consommés et par ZME (Méthode IFIPRI 7										
ĺ			Dépression		Haute	Plateaux	Plateaux	Plaine de	Dépression	Crête Congo	
			du Nord	Buragane	Altitude	Humides	Secs de l'Est	l'Imbo	de l'Est	Nil	National
ĺ		Faible (≤4)	27.4%	59.0%	64.5%	53.6%	39.4%	27.5%	60.6%	33.9%	47.7%
	Score de diversité alimentaire	Moyenne (4-6)	68.9%	36.1%	33.1%	45.1%	58.5%	64.7%	38.6%	62.8%	49.6%
		Bonne (≥6)	3.8%	4.8%	2.5%	1.3%	2.1%	7.8%	0.8%	3.3%	2.7%

Tableau 2. Diversité alimentaire des ménages par ZME

Quoique dans l'ensemble la diversité soit moyenne, il faut tout de même déplorer qu'un ménage sur deux a une diversité alimentaire pauvre et il n'y a que dans la Plaine de l'Imbo et dans la Crête Congo Nil ou les proportions sont relativement moins importante (<40%).

II.2.4. L'indice de sécurité alimentaire (CARI) selon que le ménage soit en possession d'un élevage ou d'un jardin potager de cage.

Il est de notoriété que l'élevage est d'une importance capitale dans l'économie alimentaire des ménages ruraux au Burundi et d'autre part dans le cadre du projet multisectoriel de lutte contre la malnutrition l'introduction de jardins de case a été retenue parmi les activités phares plus de 3 ans.

Sur ce, l'enquête FSMS se propose d'analyser le statut de la sécurité alimentaire d'abord par rapport à la possession d'un élevage et ensuite par rapport à la possession d'un kitchen garden.



Table 1. Possession d'un élevage par rapport à la consommation alimentaire et au statut de la sécurité alimentaire

		Non	Oui	Ensemble
	Pauvre	8.9%	5.6%	7.1%
SCA	Limite	35.0%	20.9%	27.7%
	Acceptable	56.1%	73.5%	65.1%
	Faible (≤4)	50.1%	43.6%	46.7%
SDA	Moyenne (4-6)	48.4%	52.4%	50.5%
	Bonne (≥6)	1.5%	4.0%	2.8%
	Sécurité alimentaire	24.5%	49.5%	37.5%
Statut sécurité	Sécurité alimentaire marginale	40.6%	32.8%	36.5%
(CARI)	Insécurité alimentaire modérée	29.1%	16.4%	22.5%
	Insécurité alimentaire sévère	5.8%	1.3%	3.4%

Dans tous les cas et dans toutes les ZMEs les résultats de l'enquête montrent que les ménages avec un élevage ont une meilleure consommation alimentaire et présentent un meilleur statut de la sécurité alimentaire comparés aux ménages sans élevage ; Il y a 1,3 fois de ménages avec un SCA acceptable, 2,6 fois de ménages consommant un régime alimentaire avec une bonne diversité et il y a 2 fois de ménage en sécurité alimentaire chez les ménages avec élevage que chez les ménages sans élevage.

Table 2. Possession d'un kitchen garden par rapport à la consommation alimentaire et au statut de la sécurité alimentaire

Possession d'un	jardin potager (kitchen garden) v	versus séci	urité alime	entaire
		Non	Oui	Ensemble
	Pauvre	7.8%	5.0%	7.1%
SCA	Limite	30.2%	19.4%	27.7%
	Acceptable	61.9%	75.6%	65.1%
	Faible (≤4)	50.7%	33.6%	46.7%
SDA	Moyenne (4-6)	47.3%	60.9%	50.5%
	Bonne (≥6)	2.0%	5.5%	2.8%
	Sécurité alimentaire	36.0%	42.3%	37.5%
Statut sécurité	Sécurité alimentaire marginale	35.8%	38.8%	36.5%
alimentaire (CARI)	Insécurité alimentaire modérée	24.5%	16.3%	22.5%
	Insécurité alimentaire sévère	3.7%	2.6%	3.4%

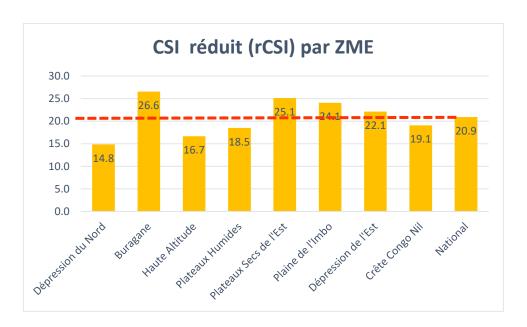
Tout comme pour la possession des animaux d'élevage le fait d'avoir un jardin potager semble jouer positivement sur la sécurité alimentaire aussi bien sur la diversité de consommation que sur le statut final de la sécurité alimentaire du ménage; Ainsi il y a 1,2 fois de ménages avec un SCA acceptable, 2,7 fois de ménages consommant un régime alimentaire avec une bonne diversité et il y a 1,2 fois de ménage en sécurité alimentaire chez les ménages avec un jardin de case que chez les ménages qui n'en ont pas.



II.2.5. Indice de Stratégie d'adaptation réduit⁷

L'indice de stratégie d'adaptation réduit est construit sur 5 mécanismes d'adaptation alimentaire communs et courants pour permettre une comparabilité dans le temps et dans l'espace ; Le calcul de l'indice tient compte de leur fréquence d'usage et la pondération de leur degré de sévérité.

Les 5 mécanismes sont (1) Consommer des aliments moins préférés car moins chers (2) Emprunter de la nourriture ou dépendre des aides de parentés ou amis (3) Réduire le nombre de repas par jour (4) Réduire les proportions/quantités aux repas (5) Réduire les quantités consommées par les adultes/mères au profit des jeunes enfants.



Graphique 3. Les stratégies d'adaptation alimentaire par ZMEs

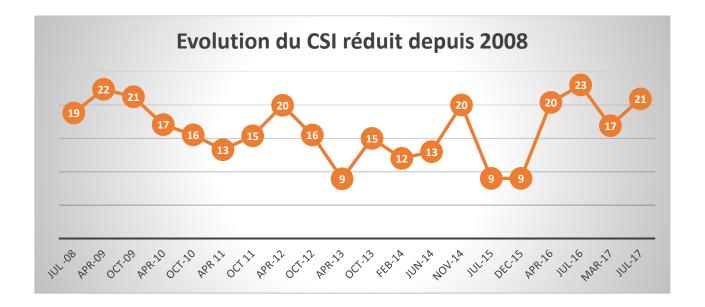
Au niveau national le CSI moyen est de 21 avec une légère baisse par rapport à 23 enregistré lors de la dernière enquête FSMS du mois de juillet 2016 mais reste par contre largement supérieur à 9⁸ de juillet 2015.

⁸ Le plus bas score CSI sur la période de 2008 à 2017.



-

⁷ Le CSI est un indice de 5 stratégies d'adaptation basées sur la consommation alimentaire en cas de ressources alimentaires insuffisantes dont l'augmentation traduit une détérioration relative de la sécurité alimentaire du ménage!



Au niveau des différentes ZMEs, par rapport à 2016 le CSI a baissé dans les Dépressions du Nord (-65%), Plateaux Secs de l'Est (-21%), Plateaux Humides (-12%) et Buragane (-2%) en signe d'amélioration de la situation de la sécurité alimentaire. Par contre le CSI a augmenté dans les ZMEs de la Plaine de l'Imbo (+20%), Crête Congo Nil (+27%), Dépression de l'Est (+16%) et Haute Altitude (+11%) en signe de détérioration de la sécurité alimentaire.

L'évolution du CSI réduit sur la période de 2008 à 2017, montre que depuis 2016 il y a un recours accru aux stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire généralisé dans la quasi-totalité des différentes zones de moyens.

La période de 2016 à 2017 est relativement comparable à celle de 2009 à 2010 eu égard du niveau de l'indice de stratégie alimentaire (rCSI).



Table. Evolution rCSI par ZMEs

		S	core rCSI par	ZMEs (zones o	de moyens d'	existence)			
	Depression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	Crete Congo Nil	National
Jul -08	20	13	19	18	17	23	19	23	19
Apr-09	32	22	15	22	30	10	18	19	22
Oct-09	26	23	16	21	29	11	19	18	21
Apr-10	28	16	15	18	19	9	12	16	17
Oct-10	24	18	14	15	17	7	14	14	16
Apr 11	17	15	10	16	13	10	13	11	13
Oct 11	22	16	16	15	20	19	9	11	15
Apr-12	20	18	17	17	24	33	22	19	20
Oct-12	29	15	12	15	15	16	17	15	16
Apr-13	14	9	7	8	9	9	10	9	9
Oct-13	24	21	10	12	17	16	17	15	15
Feb-14	11	7	12	12	12	13	11	15	12
Jun-14	15	19	7	10	16	18	19	10	13
Nov-14	33	17	9	22	19	17	19	12	20
Jul-15	8	12	8	7	11	14	6	7	9
Dec-15	21	18	13	12	19	13	17	11	9
Apr-16	30	18	18	18	20	19	21	23	20
Jul-16	42	27	15	21	32	20	19	15	23
Mar-17	27	12	17	16	21	16	17	16	17
Jul-17	15	27	17	19	25	24	22	19	21

II.2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages

a) Activités agricole et sources de revenus des ménages

Les résultats de l'enquête collaborent l'image d'un pays essentiellement agricole avec plus de 90% de la population burundaise dépendant du secteur agricole qui par ailleurs contribue à près de 3550% du PIB; Ainsi du FSMS montrent que durant les 30 jours précedant l'enquête, l'agriculture viviere est considérée comme une des 3 principales activités pour la subsistance de 95% des ménages suivi de la main d'œuvre agricole pour 23% des ménages, l'élevage pour 22% des ménages, 16% des ménages pour l'agriculture de rente, 14% des ménages pour pour le commerce, etc.

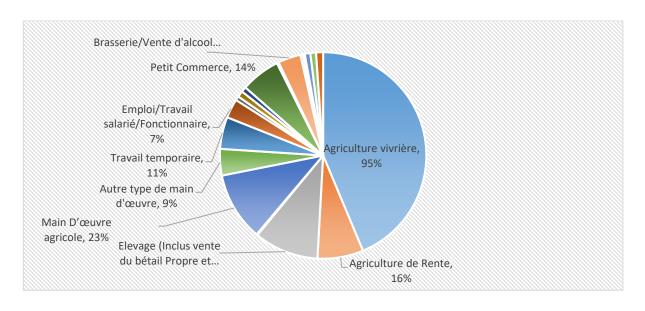
Environ 22% des ménages n'ont compté que sur une seule actvité pour l'autosubsistance durant les 30 jours précédent l'enquête et 60% n'ont compté que sur deux activités seulement; Dans les régions de la plaine de l'Imbo et plateaux secs de l'Est ils sont plus de 30% des ménages à ne compter que sur une actvité. Et plus de 60% des ménages dans le Buragane (88%), dans la Dépression de l'Est (73%), dans les Plateaux Secs de l'Est (72%), dans la Dépression du Nord (61%) et dans la Plaine de l'Imbo (61%). La forte dépendance à



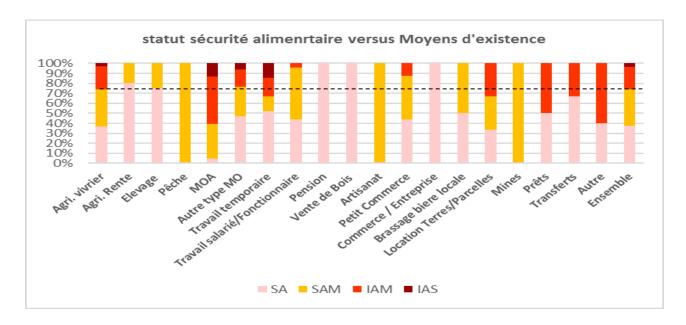
une ou à deux activités est un facteur de fragilité ou vulnérabilité aux chocs dans un contexte d'absence de professionalisation des moyens d'existence.

Trois principales activités qui ont fait vivr	e les ména	ges au cou	rs des 30 d	erniers jou	rs précéda	nt l'enquê	te (% de m	énages)	
	Dépression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux	Plateaux Secs de l'Est		Dépression de l'Est		National
Agriculture vivrière	96%	93%	97%	98%	98%	75%	100%	98%	95%
Agriculture de Rente	5%	4%	39%	19%	4%	4%	8%	23%	16%
Elevage (Inclus vente du bétail Propre et produit d'élevage)	29%	10%	19%	27%	13%	12%	32%	32%	22%
Pêche/ Vente de poisson	0%	1%	0%	0%	0%	3%	0%	0%	0%
Main D'œuvre agricole	41%	14%	18%	18%	22%	39%	30%	21%	23%
Autre type de main d'œuvre	5%	2%	13%	9%	4%	24%	2%	11%	9%
Travail temporaire	7%	7%	10%	17%	6%	10%	17%	5%	11%
Emploi/Travail salarié/Fonctionnaire	7%	24%	5%	6%	7%	4%	3%	5%	7%
Pension	0%	0%	4%	2%	1%	1%	0%	0%	1%
Vente de Bois (bois et charbon)	0%	3%	3%	1%	2%	4%	1%	3%	2%
Vente des produits artisanaux	0%	2%	0%	3%	3%	0%	2%	3%	2%
Petit Commerce	17%	14%	10%	11%	14%	21%	10%	17%	14%
Commerce / Entreprise	1%	1%	1%	0%	0%	2%	0%	1%	1%
Brasserie/Vente d'alcool (Vin de banane)	8%	10%	6%	12%	10%	1%	2%	3%	8%
Location de Terres/Parcelles	2%	0%	1%	2%	1%	1%	0%	0%	1%
Exploitation Minière	1%	0%	3%	0%	0%	0%	0%	1%	1%
Prêts	3%	1%	1%	0%	8%	0%	0%	1%	2%
Don/Transfert d'argent ou nourriture	0%	1%	2%	3%	1%	3%	1%	1%	2%
Vente de l'assistance alimentaire	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Autres activités	4%	0%	3%	2%	2%	4%	2%	1%	2%
Pas de 2eme activité	12.3%	24.1%	17.4%	16.5%	31.5%	30.7%	16.7%	26.1%	21.8%
Pas de 3eme activité	61.3%	88.9%	49.0%	53.2%	71.7%	61.1%	72.7%	48.7%	59.8%

Graphique 4. Principales activités par zones de moyens d'existence.







En croisant les variables « principale activité de subsistance » et « statut de sécurité alimentaire », on constate plus de ménages en insécurité alimentaire (IAS+IAM) chez les ménages comptant sur la MOA, le travail temporaire, les prêts, les transferts et autres comme moyen de subsistance principale. Il y a particulièrement de ménages en insécurité alimentaire sévère chez les ménages comptant sur la main d'œuvre en général (agricole, temporaire et autre type).

Il y a une forte dépendance vis-à-vis de la main d'œuvre agricole dans les zones de ME de Dépression du Nord, Plaine de l'Imbo et Dépression de l'Est où plus d'un ménage sur trois considèrent la MOA comme une des 3 principales activités de subsistence alors que les opportunités de travail sont rares et faiblement rémunératrices.

En moyenne le taux de rémunération journalière est de 1.899Fbu/p/j alors qu'il était de 1.605 Fbu/p/j en juillet 2016 soit une augmentation de 18%. Il faut noter que la zone de Dépression du Nord est la seule à ne pas avoir connu d'augmentation sur la rémunération de la MOA, elle a plutôt baissé de 11% ce qui pourrai se justifier par la réduction des opportunités de travail dans la zone à la suite de la restriction des mouvements frontaliers avec le Rwanda ainsi que les séquelles d'aléas climatiques dans la zone.



	Juille	et 2016	juillet 2017		Variation
zones de moyens					÷ à 2016
existences					
Dépression du Nord	BIF	1,210	BIF	1,078	-11%
Buragane	BIF	1,831	BIF	2,327	27%
Haute Altitude	BIF	1,791	BIF	2,062	15%
Plateaux Humides	BIF	1,356	BIF	1,522	12%
Plateaux Secs de l'Est	BIF	1,303	BIF	1,729	33%
Plaine de l'Imbo	BIF	2,427	BIF	2,797	15%
Dépression de l'Est	BIF	1,478	BIF	1,673	13%
Crête Congo Nil	BIF	1,758	BIF	2,387	36%
National	BIF	1,605	BIF	1,899	18%

Tableau 5. Taux de rémunération de la main d'œuvre par ZMEs

Au niveau des revenus des ménages, l'enquête FSMS utilise les dépenses comme proxy d'estimation des niveaux de revenus en raison de la facilité que les ménages ont à s'exprimer sur leurs dépenses que sur leurs revenus/recettes.

Moyenne des déper	nses n	nensuelles	parsexe	du CM et p	ar ZME
ZME	Hom	me	Femme		Ensemble
Dépression du Nord	BIF	93,323	BIF	42,458	BIF 85,165
Buragane	BIF	117,398	BIF	42,946	BIF 98,560
Haute Altitude	BIF	83,871	BIF	51,721	BIF 77,893
Plateaux Humides	BIF	87,784	BIF	89,323	BIF 88,186
Plateaux Secs de l'Est	BIF	85,562	BIF	55,025	BIF 79,434
Plaine de l'Imbo	BIF	216,143	BIF	103,493	BIF 194,719
Dépression de l'Est	BIF	76,272	BIF	46,140	BIF 72,619
Crête Congo Nil	BIF	145,489	BIF	89,960	BIF 136,177
National	BIF	106,658	BIF	72,195	BIF 99,613

Les dépenses moyennes mensuelles par ménage sont estimées à 99.613 Fbu (équivalent d'environ 58 dollars américains \$ au taux officiel ou 37\$ au marché libre soit autour d'un 1,23\$/jour).

Les dépenses moyennes les plus importantes ont été effectuées par les ménages de la ZME de la Plaine de l'Imbo avec une dépense mensuelle 194.719 Bif par ménage et par mois pendant que le ménage de la zone de Dépression de l'Est a dépensé le moins avec seulement 72.619 BIF par mois. Les dépenses mensuelles sont de 1,5 fois plus importantes chez les ménages tenus par les hommes que chez tenus par les femmes (106.658Fbu contre 72.195 Fbu par mois).



b) Marché et prix des denrées alimentaires

Alors que dans l'ensemble l'agriculture burundaise est d'autosubsistance, la production vivrière déficitaire d'une bonne partie des ménages a de plus en plus offert une place importante au marché pour améliorer l'accès à la sécurité alimentaire du ménage moyen. Ainsi au même titre que la production vivrière propre, le marché est aussi essentiel à la sécurité alimentaire des ménages.

La période de juillet connait généralement de bonnes disponibilités alimentaires sur le marché en raison de la récolte de la principale saison culturale B ou « Impeshi »

Alors que les prix des denrées alimentaires ont baissé depuis le mois de juin 2017 suite à l'effet récoltes de la saison, ils restent tout de même largement au-dessus de la même période en 2015 et en 2016 ; Ainsi au cours du mois de juillet 2017, le prix du riz a augmenté de 26% et 45% par rapport à juillet 2015 et 2016, le prix de la farine de manioc a augmenté de 62% et 127%, le prix du maïs a augmenté de 60% et 115%, le prix de la patate douce a augmenté de 143% et 239% tandis que celui du haricot a augmenté de 8% et 46%.

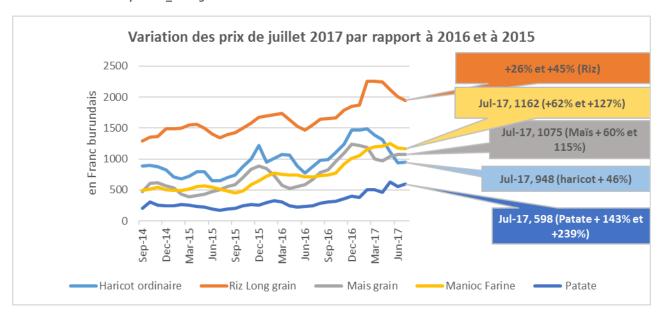


Tableau . Evolution des prix SIP_Minagrie + mVAM

Cette forte augmentation des prix des denrées alimentaires est de loin supérieure à celle de l'augmentation de la rémunération de la main d'œuvre agricole qui n'a enregistré qu'une augmentation moyenne de 18% rendant ainsi l'accès alimentaire difficile pour les ménages vulnérables vivant de la MOA.

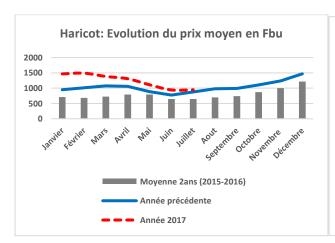


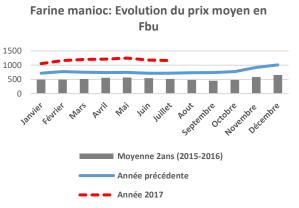
						Plateaux				
		Dépression		Haute	Plateaux	Secs de	Plaine de	Dépression	Crête Congo	
		du Nord	Buragane	Altitude	Humides	l'Est	l'Imbo	de l'Est	Nil	National
	Non	1.9%	1.2%	8.3%	8.0%	7.3%	6.7%	0.8%	14.9%	7.1%
que les prix des biens de consommation/services ont augmentés?	Oui	98.1%	98.8%	91.7%	92.0%	92.7%	93.3%	99.2%	85.1%	
		4000/	750/	220/	000/	F70/		400/	4000/	700/
	Céréales/racines et tubercules	100%	75%	33%	90%	57%		40%	100%	70%
cette augmentation de coût ?	Légumineuses (haricots, pois, etc)		}	67%		43%		60%		23%
	Habillement		}		10%					2%
	Intrants agricoles		25%				100%			5%

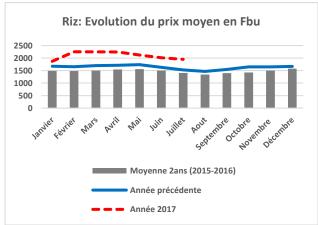
Sur la question de l'augmentation des prix des biens de consommation courante dans les ménages au cours des 12 derniers mois, environ 93% des ménages affirment l'augmentation des prix. Et au niveau des biens les plus affectés il s'agirait surtout des denrées alimentaires et surtout les céréales dans l'ensemble. Les ménages de la ZME « plaine de l'Imbo » sont particulièrement unanime sur l'augmentation des prix qui a principalement touché les intrants agricoles.

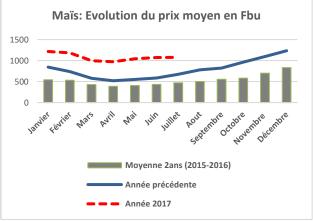
Au niveau des marchés, il faut également noter que l'analyse de la série des prix collectés par le SIP et le mVAM sur les différents marchés des provinces montre que les prix des denrées alimentaires sont largement élevés par rapport aux deux dernières années ;

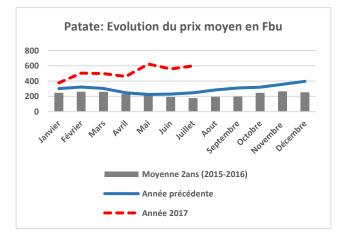














c) Part des dépenses alimentaires

La part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est généralement utilisée comme un proxy de mesure de la pauvreté éventuelle du ménage ; Plus le ménage dépense plus dans l'alimentation plus il est économiquement fragile ou pauvre.

Ainsi la méthode de classification de la sécurité alimentaire CARI prévoit des seuils de sécurité alimentaire en fonction des franges des parts de dépenses alimentaires dans les dépenses globales ;

Proportion de	Proportion des ménages par niveau de proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales											
		Dépression du Nord	Buragane		Plateaux				Crête Congo Nil	National		
	≤ 50%	38.7%	25.3%	49.2%	66.3%	45.0%	35.3%	40.9%	30.6%	47.8%		
Proportion hh par	50-65%	17.9%	24.1%	20.7%	15.0%	25.6%	22.9%	26.5%	28.1%	21.2%		
niveau de depenses	65-75%	13.2%	20.5%	9.1%	10.7%	12.5%	10.5%	15.2%	16.5%	12.3%		
	≥ 75%	30.2%	30.1%	21.1%	8.0%	17.0%	31.4%	17.4%	24.8%	18.7%		

Tableau 5 : Classification des % dépenses alimentaires des ménages par ZMEs

Environ Trente et Un pourcent des ménages dépensent plus de 65% dans l'alimentation ce qui les place dans une situation d'insécurité alimentaire et 19% jusqu'à 75% et plus dans les dépenses alimentaires).

Les proportions les plus importantes des ménages dépensant plus dans l'alimentation (plus de 75%) se retrouvent dans les ZMEs de Plaine de l'Imbo, Dépression du Nord et Buragane.

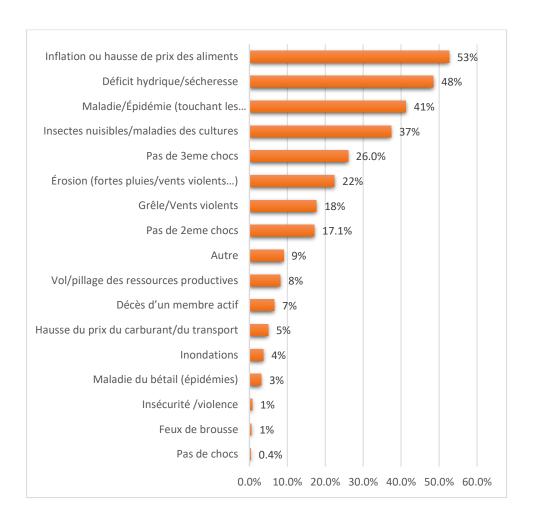
II.2.8. Les stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire et stratégies de subsistance

a) Chocs au cours des 6 derniers mois

Les stratégies d'adaptation aussi bien alimentaire que non alimentaires viennent généralement en réponses à une crise alimentaire corollaire à un ou (des) choc(s).

L'enquête a demandé aux ménages les chocs les plus importants survenus durant les six mois passés. Les chocs cités par les ménages au cours des 6 derniers mois comme ayant eu le plus d'impact sur leur sécurité alimentaire sont repris dans le graphe ci-après :





Graphique 6 Proportion des ménages affectés par au moins un choc

Dans l'ensemble, plus de 99% des ménages ont déclaré avoir été affectés par au moins un choc au cours des 6 derniers mois avec des conséquences sur leur sécurité alimentaire contre 78% en juillet 2016. Et ils sont seulement 17 % à n'avoir mentionné qu'un seul choc et 26% à avoir été affectés par deux chocs seulement.

L'inflation ou la hausse généralisée des prix est le choc qui a affecté le plus de ménages 53% alors qu'il n'avait été mentionné par moins de 10% des ménages en juillet 2016, Buragane, Plateaux humides et Imbo sont les zones les plus affectées par l'inflation. Les autres chocs plus importants sont le déficit hydrique (48%), les maladies humaines (41%) et les insectes ravageurs (37%) etc.

Les détails au niveau des différentes ZMEs sont dans le tableau ci-après :



Tableau 6: Les chocs les plus importants dans les différentes ZMEs

	Trois principaux	chocs aux	cours des	6 derniers	mois				
	Dépression du Nord	Buragane	Haute Altitude		Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	National
Déficit hydrique/sécheresse	79%	13%	22%	41%	48%	72%	74%	57%	48%
Insectes nuisibles/maladies des cultures	40%	9%	28%	36%	37%	48%	21%	62%	37%
Grêle/Vents violents	19%	1%	23%	20%	24%	1%	21%	19%	18%
Maladie du bétail (épidémies)	4%	0%	5%	1%	4%	6%	0%	4%	3%
Inondations	8%	5%	2%	3%	6%	2%	1%	3%	4%
Érosion (fortes pluies/vents violents)	5%	14%	29%	16%	38%	6%	34%	24%	22%
Insécurité /violence	1%	0%	0%	2%	0%	2%	0%	0%	1%
Vol/pillage des ressources productives	19%	22%	4%	13%	8%	1%	3%	3%	8%
Maladie/Épidémie (touchant les personnes)	41%	60%	40%	44%	31%	60%	19%	38%	41%
Décès d'un membre actif	0%	32%	7%	6%	3%	6%	4%	5%	7%
Feux de brousse	0%	0%	0%	1%	1%	0%	0%	2%	1%
Inflation ou hausse de prix des aliments	14%	74%	61%	70%	42%	63%	13%	49%	53%
Hausse du prix du carburant/du transport	0%	21%	6%	5%	1%	11%	0%	2%	5%
Autre	35%	7%	10%	8%	9%	3%	3%	6%	9%
Pas de chocs	2.9%	1.4%	0.6%						0.4%
Pas de 2eme chocs	14.3%	27.8%	35.2%	12.4%	13.4%	3.9%	30.4%	10.5%	17.1%
Pas de 3eme chocs	18.9%	12.2%	27.3%	20.8%	36.2%	15.6%	77.8%	15.3%	26.0%

b) Stratégies basées sur les moyens de subsistance

Elles sont groupées en trois grandes catégories, on distingue des stratégies de stress, de crise et d'urgence. Elles sont évaluées sur une période de 30 jours.

Tableau 7. Proportion des ménages qui ont adopté des stratégies de subsistance :

Proportion des ménage	Proportion des ménages ayant fait recours aux mécanismes grevant sur les moyens de subsistance											
					Plateaux							
			Haute	Plateaux	Secs de	Plaine de	Dépression	Crête Congo				
	Dépression du Nord	Buragane	Altitude	Humides	l'Est	l'Imbo	de l'Est	Nil	National			
Pas de stratégies (ou stratégies neutres)	50.0%	21.7%	38.0%	58.3%	57.4%	23.5%	68.2%	9.1%	46.2%			
Stress	17.9%	41.0%	45.0%	28.3%	24.2%	34.0%	13.6%	57.9%	31.7%			
Crise	12.3%	21.7%	12.4%	8.0%	11.1%	32.0%	12.1%	23.1%	14.1%			
Urgence	19.8%	15.7%	4.5%	5.4%	7.3%	10.5%	6.1%	9.9%	8.0%			

Pour les ménages recours à ces mécanismes de subsistance traduit le degré de détérioration de leurs moyens d'existence surtout quand le ménage atteint les mécanismes sévères de crise et d'urgence ;

Dans l'ensemble 22% des ménages ont adopté des stratégies sévères allant de celles crise à celles d'urgence. A ce niveau on enregistre une amélioration de la situation car cette proportion a significativement baissé passant de 37% à 22% entre juillet 2016 et juillet 2017. Dans les ZMEs de la Plaine de l'Imbo, Buragane, Dépression et Crête Congo Nil, au moins 1 ménage sur trois a eu recours aux stratégies de survie sévères. Il n'y a que dans la zone de Dépression du Nord et de Crête Congo Nil où la situation ne s'est pas améliorée avec la diminution de la proportion des ménages utilisant les mécanismes sévères. Le tableau suivant met



en évidence le détail des différentes stratégies basées sur les moyens d'existence ainsi que leur degré de sollicitation :

Détails sur le rec	cours aux différents n	nécanisme	es de sur	vie basés	sur les N	/loyens d'	existence	е.		
		Dépression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	National
Vendre des biens non productifs du ménage	oui	8.5%	1.2%	3.7%	1.8%	1.0%	14.4%	3.0%	14.0%	4.6%
(meuble, matériel de cuisine, toles, radio,)	Non, mécanisme déjà épuisé	2.8%	15.7%		0.9%	1.4%	5.2%	1.5%	1.7%	2.3%
2. Vendre des outils de travail/biens productifs/moyen	oui	8.5%	2.4%	1.7%	1.8%	1.4%	15.0%	6.1%	6.6%	4.2%
de transport (houe, vélo, machine à coudre,)	Non, mécanisme déjà épuisé	2.8%	18.1%	0.4%	1.3%	1.0%	5.2%	0.8%	2.5%	2.5%
3. Destocker/vente accelerée ou inhabituelle des	oui	7.5%	21.7%	6.6%	2.9%	3.1%	17.6%	7.6%	16.5%	7.7%
petits animaux	Non, mécanisme déjà épuisé	3.8%	14.5%	0.8%	0.9%	3.1%	5.2%		4.1%	2.8%
4. Réduire les dépenses non alimentaire (éducation,	oui	20.8%	63.9%	37.2%	27.5%	27.0%	61.4%	22.0%	66.1%	36.1%
santé, habillement, transport)	Non, mécanisme déjà épuisé	3.8%	1.2%	1.2%	0.9%	1.7%	1.3%		3.3%	1.5%
5. Réduire les dépenses en	oui	27.4%	66.3%	38.8%	29.2%	29.8%	52.3%	24.2%	69.4%	37.5%
intrants/semences/équipements agricoles	Non, mécanisme déjà épuisé	2.8%	2.4%	2.1%	0.2%	1.7%	0.7%		3.3%	1.3%
6. Emprunter de l'argent (prêteurs à gage)/acheter	oui	19.8%	50.6%	38.8%	17.0%	19.4%	59.5%	23.5%	75.2%	31.9%
des aliments à crédit	Non, mécanisme déjà épuisé	2.8%	4.8%	0.8%	1.6%	1.0%	2.0%		0.8%	1.5%
7. Migration d'un membre du ménage pour une durée	oui	11.3%	8.4%		1.1%	3.8%	4.6%	7.6%	3.3%	3.6%
plus de 6 mois	Non, mécanisme déjà épuisé	2.8%	4.8%		0.4%	0.3%	1.3%		4.1%	1.1%
8. Retirer les enfants de l'école	oui	7.5%	6.0%	1.7%	1.3%	1.7%	5.2%	2.3%	1.7%	2.6%
	Non, mécanisme déjà épuisé	2.8%	2.4%	0.4%	0.2%	0.3%	3.3%		6.6%	1.3%
Vendre des animaux reproductifs	oui	15.1%	2.4%	2.1%	2.0%	2.4%	5.2%	2.3%	6.6%	3.7%
	Non, mécanisme déjà épuisé	1.9%	9.6%	0.4%	0.7%	1.7%	4.6%	0.8%	7.4%	2.3%
10. Vendre la maison ou une parcelle de terrain	oui	3.8%		0.8%	1.6%	2.8%	2.0%	0.8%	4.1%	1.9%
	Non, mécanisme déjà épuisé	4.7%	9.6%		0.4%	1.0%	3.3%		5.8%	1.9%
11. Aller mendier	oui	1.9%	6.0%	0.4%	0.4%	0.3%	5.2%	0.8%	5.0%	1.7%
	Non, mécanisme déjà épuisé	6.6%	3.6%				3.3%		4.1%	1.3%
12. Migration de tout le ménage	oui	0.9%	2.4%				1.3%			0.3%
	Non, mécanisme déjà épuisé	6.6%	7.2%	0.4%	0.2%	0.3%	3.9%		5.8%	1.8%
13. Envoyer les enfants manger ailleur	oui	1.9%	12.0%		0.9%	0.3%	7.2%	2.3%	5.0%	2.4%
	Non, mécanisme déjà épuisé	7.5%	3.6%		0.2%	0.3%	3.3%		4.1%	1.5%

Les ZMES de Dépression du Nord, Buragane, Plaine de l'Imbo et Crête Congo Nil ont nettement plus fait recours aux différentes stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence.

c) Durée des stocks alimentaires dans les ménages

Sur la question de savoir à combien en semaines les stocks alimentaires y compris ceux sur pied mais à maturité le ménage estime la durée, en moyenne nous avons 10 semaines soit 2 mois et demi ce qui en d'autres termes signifie que mi-septembre correspond à l'épuisement des réserves ou encore le début de la période de soudure. Situation comparable à celle de 2016 à la même période.

Au-delà de cette moyenne de réserves alimentaires dans les ménages il faut noter que 15% des ménages enquêtés avaient moins de 2 semaines de réserves, 13% deux à quatre semaines de réserves, 26% un et à deux mois et 47% plus de deux mois de réserves alimentaires. Il y a plus de ménages avec de faibles réserves alimentaires dans les ZME de la Plaine de l'Imbo et de Crête Congo Nil avec plus d'un ménage sur deux avec au plus 1 mois de stocks alimentaires.



Table. Réserves alimentaires

PAM-FSMS juillet 2017: Durée de stocks en semaines dans les ménages (à partir de juillet 2017)											
		Dépression		Haute	Plateaux	Plateaux Secs	Plaine de	Dépressio	Crête		
		du Nord	Buragane	Altitude	Humides	de l'Est	l'Imbo	n de l'Est	Congo Nil	National	
	Moins de 2 semaines	7.3%	19.3%	32.5%	10.1%	9.3%	35.0%		52.2%	14.7%	
durée de stocks	Deux à quatre semaines	10.9%	26.3%	11.7%	7.2%	12.7%	35.0%	17.9%	26.1%	12.7%	
duree de Stocks	un à deux mois	14.5%	35.1%	10.4%	28.3%	33.3%	15.0%	14.3%	21.7%	25.7%	
	Plus de 2 mois	67.3%	19.3%	45.5%	54.3%	44.7%	15.0%	67.9%		46.9%	

II.2.9. Genre et quelques indicateurs clés

Pour rappel, sur l'ensemble des ménages enquêtés 20% sont dirigés par les femmes tandis que 80% sont dirigés par des hommes. Presque les mêmes proportions sont confirmées par les autres enquêtes récentes.

Certes il y a relativement peu d'informations au sens rigoureux de la notion de genre mais à défaut, l'enquête a pu recueillir un certain nombre d'informations qui permet de dégager une certaine comparabilité de certains indicateurs basée sur le sexe du chef de ménage.

D'abord les résultats de l'enquête montrent qu'au niveau du statut du chef de ménage, pour l'essentiel les chefs de ménages femmes sont généralement des ménages monoparentaux; La situation pourrait s'expliquer par le contexte local qui fait que les femmes veuves, séparées, divorcées, répudiées etc. ont moins de chance de trouver un nouveau partenaire en comparaison aux hommes.

Au niveau des indicateurs en rapport avec l'économie des ménages et de bien être comme l'accès à la terre, l'élevage, possession d'un poste radio, le logement etc. il apparait que les ménages tenus par les hommes s'en sorte mieux. Il en est de même que pour les indicateurs de sécurité alimentaire dont le score de consommation alimentaire, la diversité alimentaire, le CSI, la part des dépenses alimentaires, les mécanismes basés sur les moyens d'existence et le CARI.

Le croisement de la variable sexe chef de ménage avec les indicateurs de sécurité alimentaire montre que les ménages dirigés par les femmes seraient plus vulnérables. Cet état de fait est prouvé au niveau des indicateurs les plus importants dont le SCA, le CSI, le SDA et le CARI. Etant donné que les ménages dirigés par des femmes sont généralement monoparentaux et de surcroit avec le ratio d'inactifs sur actifs plus important le fait d'être chef de ménage constituerait entre autre un facteur de fragilité. Par ailleurs les femmes sont plus défavorisées sur le plan de l'héritage aux ressources familiales et au premier plan la terre, les plantations, les actifs immobiliers, l'élevage etc. La juridiction locale n'a toujours pas parvenu à corriger ces inégalités des sexes dans l'axe aux ressources familiales.



	Indicateurs	I e,	exe chef du mé	nage	Appréciation selon que l'indicateur
	muicateurs	Homme	Femme	Ensemble	donne un avantage ou pas au CM
# personnes dans le menage?		6	5	6	femme vis-à-vis du CM homme
# membres avec une activité productrice	dans le ménage ?	1.7	1.5	1.6	
Rémunération journalière de la MOA?	dane ie menage :	BIF 1,918	BIF 1,826	BIF 1,899	HV8PHII.
Fréquence de repas par jour - adultes ?		1.95	,	1.95	Négatif
variation de la production 2017B par rapp	2016 A	2.70		2.67	
					MES.041
Durée de stocks actuellement (en sema SCA	ines)?	9.93 40.2	10.78 38.9	10.11 39.9	Positif
SDA		4.6		4.6	
CSI		20.8		21.1	Négatif
prct_DA		51.7	51.2	51.6	
Age du chef de menage	moins de 18 ans	0.1%		0.1%	
	18-35 ans	31.1%	22.0%	29.2%	
	36-60 ans	55.0%	57.8%	55.5%	
Quel est le statut civil du chef de	plus de 60 ans Célibataire	13.9%	20.2% 1.8%	15.1% 1.4%	
menage?	Marié monogame	91.6%	22.9%	77.6%	
	Marié polygame	3.6%	0.3%	2.9%	
	Divorcé	0.4%	6.0%	1.5%	6
	Séparé	0.4%	8.7%	2.1%	Négatif
	Veuf/veuve	2.6%	59.6%	14.3%	6
	Cohabitant	0.1%	0.3%	0.1%	
No. 11 de constant	Orphelin Mineur	0.1%	0.3%	0.1%	
Y a-t-il des membres du ménage qui ont quitté le foyer depuis les 12 derniers	Non	88.5%	85.8%	87.9%	
mois ?	Oui	11.5%	14.2%	12.1%	0
Quel est le statut de résidence de votre	Résident n'accueillant pas de déplacés internes	94.3%	95.5%	94.6%	
ménage?	Résident accueillant des déplacés internes	5.0%	3.0%	4.6%	Mácatif
	Déplacés internes (IDPs)	0.2%	0.6%	0.2%	0
Avez-vous recueilli des enfants NON-	Retourné d'un pays voisin Non	0.5% 96.0%	0.9% 95.8%	0.6% 95.9%	
ACCOMPAGNES dans votre ménage?	Oui	4.0%	4.2%	4.1%	
De suel metariou est mineiroloment					
De quel materiau est principalement composé le toit de votre maison?	Paille/Palme/Feuilles Tuiles	13.1% 36.4%	15.1% 43.7%	13.5% 37.9%	
·	Tôles	50.1%	40.7%	48.2%	Nécarif .
	Autre (Préciser)	0.5%	0.6%	0.5%	
Dans votre menage, avez-vous un	Non	52.2%	73.2%	56.5%	6
telephone mobile?	Oui	47.8%	26.8%	43.5%	Négatif
Avez-vous emprunté de l'argent au cours	Non	66.5%	73.9%	68.0%	Positif
des 30 DERNIERS JOURS?	Oui	33.5%	26.1%	32.0%	0
Votre ménage possède-t-il un cheptel ou ferme d'élevage (même s'il n'y a pas	Non	45.9%	56.0%	48.0%	Mégatif
de production actuellement)	Oui	54.1%	44.0%	52.0%	
food consumption group	Pauvre	7.2%		7.1%	
	Limite	26.6%	31.9%	27.7%	
	Acceptable	66.2%	61.1%	65.1%	
groupe menages par SDA	Faible Moyenne	45.5% 51.5%		46.7% 50.5%	
	Elevée	3.0%	2.1%	2.8%	
Fréquence de repas par jour (en	Enfants < 12 ans	2.3		2.3	
moyenne) ?	Adultes	1.9		1.9	- Alberta
	Moins d'un repas	0.7%	0.9%	0.7%	6
proportion hh par frequence repas	Un repas par jour	12.2%	11.7%	12.1%	Positif
proportion fin par frequence repas	Deux repas par jour	78.7%		79.0%	
	Trois repas et plus	8.4%	7.2%	8.2%	
	≤ 50%	47.9%	48.8%	48.1%	
Proportion hh par niveau de depenses	50-65% 65-75%	22.1% 12.3%	20.5%	21.7% 12.1%	
	≥75%	17.7%		18.1%	
	Pas de stratégies (ou stratégies neutres)	45.8%		44.9%	
	Stress	32.9%		33.5%	6
Stratégies de survie non alimentaires	Crise	14.0%		13.8%	Mácatif
	Urgence	7.3%	9.9%	7.8%	6
	Sécurité alimentaire	38.4%	34.0%	37.5%	
FS_final	Sécurité alimentaire marginale	36.3%		36.5%	Negatif
	Insécurité alimentaire modérée	22.1%		22.5%	0
	Insécurité alimentaire sévère	3.3% 76.5%	4.2%	3.4%	
HHS categories	Peu ou pas de faim dans le ménage Faim modérée au sein du ménage	76.5% 22.8%	71.4% 26.8%	75.4% 23.6%	
i ii io categories	Faim sévère au sein du ménage	0.8%		1.0%	
	0 à 4	2.9%	3.1%	3.0%	
CSI réduit categories	5 à 20	55.3%		54.8%	
3	≥21	41.7%		42.2%	
				!	

II.2.10. Agriculture et Élevage

L'enquête, tout comme les études antérieures, a montré au niveau des moyens de subsistance que l'agriculture ainsi que les activités connexes restent la base de l'économie des ménages ruraux et par ricochet de la sécurité alimentaire. Environ 86% des ménages donnent l'agriculture vivrière comme la principale activité du ménage et ils sont 95% à la considérer comme une des 3 plus importantes activités. Par ailleurs environ 23% considèrent la main d'œuvre agricole parmi les 3 principales activités.

Le tableau suivant donne l'importance des différentes cultures vivrières selon leur taux de pratique au cours de la saison 2017B :

Proportion de ménages par cultures principales vivrières pratiquées.										
					Plateaux					
			Haute	Plateaux	Secs de	Plaine de	Dépression			
	Dépression du Nord	Buragane	Altitude	Humides	l'Est	l'Imbo	de l'Est	Nil	National	
Maïs	51%	65%	40%	31%	33%	65%	14%	43%	37%	
Manioc	47%	81%	12%	60%	59%	90%	82%	78%	57%	
Riz	18%	9%	0%	22%	16%	10%	43%	4%	17%	
Légumineuse	100%	95%	99%	97%	99%	55%	100%	78%	96%	
Patate douce	18%	33%	56%	64%	56%	40%	50%	48%	53%	
Pomme de terre	4%	2%	16%	7%	9%	0%	0%	0%	7%	
Légumes	0%	4%	25%	3%	3%	0%	7%	9%	6%	
Banane légumes	31%	2%	31%	5%	23%	0%	0%	13%	13%	
Autre	2%	5%	16%	1%	1%	5%	4%	22%	4%	

Au niveau des taux de pratiques au cours de la saison 2017B, les légumineuses viennent en tête dans toutes les ZME avec un taux de pratique global de 96%.

Le manioc vient en deuxième position au niveau global sauf dans la zone de plateaux humides où il n'est pratiqué qu'à titre exceptionnel probablement par des ménages à la périphérie qui le cultiveraient dans les zones frontalières. Par ailleurs le taux de pratique dans la dépression du Nord est anormalement faible 47% des ménages enquêtés, un faible taux qui s'expliquerait par la faible disponibilité des boutures à la suite des épisodes de déficit hydrique couplés à la persistance de la mosaïque du manioc.

La patate douce vient en troisième position avec un taux de pratique global de 53%, de faibles taux de pratiques sont remarqués dans la zone de dépressions du Nord (18%) et dans une moindre mesure dans le Buragane (33%).

Par rapport à la performance de la saison 2017B, il a été demandé aux ménages de faire une appréciation comparée de la production par rapport à 2016B dont les résultats sont reproduits dans le tableau ci-après :



Table. Appréciation de la variation de la production de la saison 2017B

Variation de la production de 201B par rapport à 2016B										
					Plateaux					
			Haute	Plateaux	Secs de	Plaine de	Dépression	Crête Congo		
	Dépression du Nord	Buragane	Altitude	Humides	l'Est	l'Imbo	de l'Est	Nil	National	
pas de variation (identique)	26.4%	22.9%	11.6%	12.3%	20.8%	6.7%	11.4%	15.5%	14.8%	
Augmentation	51.9%	68.7%	31.8%	61.6%	51.9%	12.3%	21.2%	14.3%	42.2%	
diminution	20.8%	6.0%	56.6%	26.1%	26.6%	77.3%	67.4%	69.6%	42.2%	
Non applicable	0.9%	2.4%			0.7%	3.7%		0.6%	0.7%	

Les résultats sont relativement mitigés, environ 42% des ménages trouvent que la production a augmenté alors que 42% estiment qu'elle a plutôt diminué et que 15% trouvent qu'elle est identique.

Au niveau des régions, l'augmentation est surtout signalée par Buragane(69%) et Plateaux humides (62%) tandis que la diminution est beaucoup plus perçue dans Plaine de l'Imbo (77%), Crête Congo Nil (70%) et Dépression de l'Est (67%).

Au niveau des contraintes à l'agriculture, les enquêtés ont essentiellement mentionné l'accès à la terre (surtout dans l'Imbo et Crête Congo Nil), l'accès aux intrants, la perte de la fertilité et les maladies/prédateurs.

Au niveau de l'élevage qui est généralement associé à l'agriculture, 52% des ménages ont déclaré avoir un élevage (toute catégorie confondue) au moment de l'enquête ; Les zones de Buragane et Plaine de l'Imbo comptent la plus faible proportion des ménages avec élevage avec respectivement 32% et 22%.

En plus de son apport direct à la sécurité alimentaire des ménages, élevagel'élevage est le plus souvent associé à l'agriculture en raison de son apport en termes de fertilité (fumure organique) mais également du fait qu'il soutient la mise en place de la saison par le financement des intrants (ex. vente d'animaux pour achat des intrants agricoles).

Votre ménage possède-t-il un cheptel ou ferme d'élevage (même s'il n'y a pas de production actuellement)									
					Plateaux				
	Dépression		Haute	Plateaux	Secs de	Plaine de	Dépression	Crête Congo	
	du Nord	Buragane	Altitude	Humides	l'Est	l'Imbo	de l'Est	Nil	National
Non	29.2%	67.5%	43.4%	34.6%	51.9%	77.9%	48.5%	56.5%	48.0%
Oui	70.8%	32.5%	56.6%	65.4%	48.1%	22.1%	51.5%	43.5%	52.0%

Les ménages d'éleveurs ont également mentionné, l'accès aux pâturages comme contrainte principale à cette activité.

II. CONCLUSION GENERALE

Conclusions

L'enquête FSMS a été conduite en pleine période post récolte juillet 2017, d'une saison marquée par de relatives bonnes conditions climatiques mais sur un fond d'une conjoncture macroéconomique défavorable. Les résultats de l'enquête concluent sur 26% de la population sont en insécurité alimentaire soit autour de 2,81 Millions de personnes et dont 431.000 personnes en insécurité alimentaire sévère (sans tenir compte de la population urbaine). Et quoique la proportion de la population en insécurité alimentaire



ait légèrement diminué de 28% à 26% par rapport à juillet 2016, la population absolue est quasi identique en raison de l'accroissement démographique. Par ailleurs les éléments de projections avant les prochaines récoltes présagent une période de soudure octobre-décembre 2017 particulièrement difficile pour les ménages sans accès à la petite récolte de marais.

Les facteurs à la base de l'insécurité alimentaire ; L'insécurité alimentaire actuelle et projetée est une résultante de combinaisons de facteurs aussi bien structurels que conjoncturels.

Les facteurs structurels sont particulièrement liés au faible accès aux facteurs de production (particulièrement le faible accès à la terre qui s'accompagnent d'une dégradation continuelle des terres productives) et à la faible capacité d'intensification qui minent la productivité, la pauvreté grandissante et la faible résilience des communautés.

Les facteurs conjoncturels sont particulièrement en ligne avec les séquelles et la persistance de la crise socio économico politico sécuritaire dont la perte des opportunités économiques, la restriction de mouvements, pression fiscale couplée aux prélèvements non formels/ rançonnements et d'autres problèmes de protection, le déficit énergétique, les manques à gagner liés et les coûts corollaires aux déplacements, les conflits fonciers auxquels s'ajoutent les aléas climatiques et prédateurs des cultures (chenilles et mosaïque de manioc).

Où se trouve actuellement la forte proportion des personnes en insécurité alimentaire? Les parties particulièrement mises en évidence sont la dépression de la plaine de l'Imbo (provinces Bubanza, Cibitoke, Rumonge et Bujumbura rural), la zone de dépression du Nord (surtout l'extrême nord de la province Kirundo et partie de Muyinga) ainsi que la zone de dépression de l'Est (provinces de Ruyigi, Cankuzo, Rutana).

Qui sont les ménages ou personnes en insécurité alimentaires? L'enquête a montré que l'insécurité alimentaire touche 26% des ménages mais au-delà, la considération des moyens de subsistance montre que les ménages vivant principalement de la main d'œuvre agricole (61%) ainsi que ceux vivants d'autres types de main d'œuvre et transferts ainsi que d'autres moyens d'existences peu sûrs. Il y a également plus d'insécurité alimentaire chez les ménages tenus par les femmes, il y a plus d'insécurité alimentaire chez les ménages touchés par les différentes formes de déplacements, il y a plus d'insécurité alimentaire chez les ménages sans élevage et sans jardins de case. Il y a également plus d'insécurité alimentaire chez les ménages vivant dans des abris temporaires ou hébergés par d'autres. Ils sont plus de 40 % chez les ménages monoparentaux (séparés, divorces, veuves...) ainsi que chez les polygames.



Perspectives de la sécurité alimentaire

Un certain nombre de facteurs est à surveiller pour la sécurité alimentaire jusqu'en décembre 2017 :

- Période de soudure (épuisement des réserves alimentaires) qui coïncide avec la forte pression des dépenses pour la mise en place de la saison culturale et la rentrée scolaire,
- Persistance de la quasi absence d'opportunités économiques (revenus monétaires),
- Imminence d'importants mouvements de retournés particulièrement dans la partie Nord Est du pays,
- Risque davantage de restrictions sur les migrations économiques vers la Tanzanie avec la volonté actuelle de repousser les réfugiés burundais au rapatriement,
- Reprise de l'augmentation des prix avec la prochaine période de soudure qui coêncide également avec la fin de la mesure de détaxation de quelques denrées alimentaires de de base (avril-juillet 2018) et la dépréciation continuelle du FBu (perte sur le taux de change)
- Persistance de l'actuelle forte pression fiscale sur les communautés à la base surtout les taxes et prélèvements non formels,
- Persistance des séquelles du déficit hydrique de la première saison dans certaines localités des dépressions du Nord (Kirundo) et Ouest (Bubanza) qui aujourd'hui sont très déficitaires en production de cultures pérennes devant faire la différence en période de soudure,
- Risque de recrudescence du paludisme durant la prochaine période de soudure avec l'affaiblissement de l'organisme qui accompagne une alimentation déficitaire et cela malgré le plan de riposte en cours,
- Persistance de la mosaïque du manioc et du BXW sur le bananier, et risque d'attaque des chenilles d'automne sur le maïs des marais

Pour plus de détails sur le rapport veuillez contacter :

Serigne LOUM - Head of Programme serigne.loum@wfp.org

Kennedy NANGA -Head of VAM-M&E kennedy.nanga@wfp.org et

Jean Mahwane - Programme Policy Officer- VAM jean.mahwane@wfp.org

Pour recevoir plus d'informations sur le PAM au Burundi, veuillez contacter :

Mme Nicole JACQUET, Directrice ai du PAM Burundi

Nicole.Jacquet@wfp.org
Tel. + 257 - 22223072 / 22225671
www.wfp.org/fr



Annexe1. Estimation des personnes en insécurité alimentaire par province :

Province	Population estimée 2017 ⁹	SA	SAM	IAM	IAS
Bubanza	482,484	12.2%	37.1%	45.5%	5.3%
Buja Rural	663,468	14.7%	37.0%	43.0%	5.3%
Bururi	446,913	33.9%	34.7%	26.0%	5.4%
Cankuzo	326,687	41.4%	40.0%	17.3%	1.4%
Cibitoke	657,212	17.5%	38.7%	38.1%	5.7%
Gitega	1,035,162	50.7%	30.2%	18.1%	1.1%
Karusi	622,966	48.6%	35.5%	14.4%	1.4%
Kayanza	835,600	44.1%	31.9%	21.2%	2.8%
Kirundo	896,754	39.8%	31.3%	23.4%	5.5%
Makamba	615,053	25.3%	46.0%	21.4%	7.2%
Muramvya	417,633	48.7%	30.7%	19.0%	1.6%
Muyinga	902,682	44.8%	36.2%	16.1%	2.9%
Mwaro	389,876	44.8%	31.7%	20.8%	2.6%
Ngozi	943,088	51.6%	29.9%	17.6%	0.9%
Rumonge	502,472	14.6%	39.7%	39.8%	5.9%
Rutana	476,043	41.4%	40.0%	17.3%	1.4%
Ruyigi	571,705	39.8%	40.4%	18.5%	1.2%
Bujumbura					
mairie*	709,640	50.6%	36.6%	12.7%	0.0%

^{*} données de mars 2017 pour Bujumbura mairie

⁹ Nouvelles projections de l'ISTEEBU <u>Lien</u>



40